

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE GABONAISE

DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA  
BIBLIOTHEQUE NATIONALES

Union - Travail - Justice

/) E C R E T

N° .....00048...../PR

Instituant le Régime du Dépôt Légal  
et Portant Abrogation du Décret N° 00141/PR-MI  
du 31 Mai 1961LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Loi 1/61 du 21 Février 1961, portant constitution de la République Gabonaise et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N° 493/PR du 1er Avril 1970, portant composition du Gouvernement et les décrets qui l'ont modifié ;

Vu le Décret N° 00141/PR-MI du 31 Mai 1961, portant création d'une Régie du Dépôt Légal ;

Vu le Décret N° 00866/PR du 11 Novembre 1969, portant création des Archives Nationales et de la Bibliothèque Nationale ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :TITRE PREMIER : ORGANISATION DU SERVICEArticle 1er/- Il est créé au Gabon un Service du Dépôt Légal, dénommé : "Régie du Dépôt Légal".Article 2/- La Régie du Dépôt Légal est assurée par le Directeur des Archives Nationales et de la Bibliothèque Nationale. Son siège est établi à LIBREVILLE.TITRE II : REGIME DU DEPOT LEGALArticle 3/- Les imprimés de toute nature (livres, périodiques, brochures, estampes, gravures, cartes postales illustrées, cartes de géographie et autres, affiches), les oeuvres musicales, photographiques, cinématographiques, phonographiques mises publiquement en vente, en distribution ou en location ou cédées pour la reproduction sont soumises à la formalité du Dépôt Légal.Article 4/- Sont exclus du dépôt :

- les travaux d'impression, dits de ville, tels que lettres et cartes d'invitation, d'avis, d'adresse, de visite, etc., lettre et enveloppe à en-tête ;



.../...

- les travaux d'impression, dits administratifs tels que modèles, formules et contextures pour factures, états, registres, etc..... ;
- les travaux d'impression, dits de commerce tels que tarifs, instructions, étiquettes, cartes d'échantillon, etc... ;
- les bulletins de vote ainsi que les titres de publications non encore imprimés, les titres de valeurs financières.

Article 5/- Toute oeuvre des arts graphiques entrant dans l'énumération prévue à l'Article 3 du présent décret, sous réserve des dispositions des Articles 7 et 8, doit faire l'objet de dépôts effectués en deux exemplaires par l'imprimeur ou le producteur et en quatre exemplaires par l'éditeur.

Tous travaux d'impression ou d'édition, soumis à l'application des dispositions du présent décret, doivent être inscrits sur des registres spéciaux. Chaque inscription est affectée d'un numéro d'ordre suivant une série ininterrompue.

Les exemplaires déposés doivent être conformes aux exemplaires courants imprimés, fabriqués, mis en vente, en location ou en distribution et de nature à permettre la conservation.

Les films cinématographiques doivent être conformes à ceux destinés à la projection.

Article 6/- Sur tous les exemplaires d'une même oeuvre soumise au Dépôt Légal doivent figurer les mentions suivantes :

- 1) Le nom de l'imprimeur et du producteur,
- 2) Lieu de sa résidence,
- 3) Mois et millésime de l'année de création ou d'édition,
- 4) Les mots "Dépôt Légal" suivis de l'indication de l'année et du trimestre au cours duquel le dépôt a été effectué,
- 5) Numéro d'ordre dans la série des travaux de la maison d'impression et de la maison d'édition visé à l'Article 5 du présent décret.

Pour les auteurs éditant eux-mêmes, ce numéro sera remplacé par le nom de l'auteur suivi du mot "éditeur". Les nouveaux tirages doivent porter l'indication du millésime de l'année où, ils sont effectués. Ils sont revêtus des mentions prévues ci-dessus ainsi que de la date du dépôt initial effectué.

Les photographies de toutes natures mises en vente, en distribution, en location ou cédées pour la reproduction doivent porter le nom ou la marque de l'auteur et du concessionnaire du droit de la reproduction ainsi que la mention de l'année de la création.

### TITRE III : DEPOT DE L'IMPRIMEUR OU DU PRODUCTEUR

Article 7/- Le dépôt incombant à l'imprimeur ou au producteur est effectué, en ce qui concerne les imprimés, dès l'achèvement du tirage. Il est fait directement ou par voie postale et en franchise à la Régie du Dépôt Légal.

Lorsqu'il s'agit d'ouvrages dont la confection nécessite la collaboration de plusieurs spécialités, le dépôt est effectué par celui d'entre eux qui l'a ou le dernier en main avant la livraison de l'éditeur.



.../...

Article 8/- Les imprimeurs et producteurs peuvent ne déposer qu'en un seul exemplaire les nouvelles éditions et les ouvrages dont le tirage n'est pas supérieur à 300 exemplaires numérotés et qui, par leur présentation, peuvent être considérés, au regard du présent décret, comme ouvrage de luxe.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont applicables au dépôt des estampes artistiques tirées à moins de 200 exemplaires.

Les producteurs de partitions musicales, de disques phonographiques et de films cinématographiques doivent en déposer un exemplaire à la Régie du Dépôt Légal.

Article 9/- Le dépôt est accompagné d'une déclaration en trois exemplaires, datés et signés mentionnant :

- 1) Le nom et l'adresse de l'imprimeur ou du producteur,
- 2) Le titre de l'ouvrage, les noms et sujets pour les estampes, les photographies,
- 3) le chiffre du tirage,
- 4) Le nom patronymique, les prénoms de l'auteur, éventuellement accompagnés du pseudonyme ou de la mention de l'anonymat,
- 5) Le nom, l'adresse et la qualité de la personne pour laquelle est fait le tirage,
- 6) La date de l'achèvement du tirage,
- 7) Le numéro d'ordre dans la série des travaux de l'imprimeur visé à l'Article 3 du présent décret.

L'un des exemplaires de la déclaration est renvoyé au déclarant revêtu de l'estampille de la Régie du Dépôt Légal. Il tient lieu d'accusé de réception.

Les graveurs ou les photographes tirant des épreuves par unité, au fur et à mesure des demandes de planches ou clichés conservés par eux, doivent mentionner dans leur déclaration que le chiffre du tirage n'est pas limité.

Les imprimeurs et producteurs de périodiques sont admis à grouper les déclarations prévues au présent article en une déclaration globale et annuelle faite en triple exemplaire accompagnant le dernier numéro de chaque année.

#### TITRE IV : DEPOT DE L'EDITEUR

Article 10/- Tout éditeur ou toute personne physique ou morale qui en tient lieu (imprimeur, éditeur, association, syndicat, société civile ou commerciale, auteur éditant lui-même ses oeuvres, dépositaire principal d'ouvrages imprimés, administration publique) qui met en vente, en distribution, en location ou qui cède pour la reproduction une oeuvre des arts graphiques portant ou non l'indication de sa firme, doit en déposer quatre exemplaires complets à la Régie du Dépôt Légal.

Le dépôt prévu par le présent article est fait directement à la Régie du Dépôt Légal ou par voie postale et en franchise.

Le dépôt a lieu préalablement à la mise en vente, en distribution, en location ou à la cession pour reproduction, sauf pour les éditions musicales pour lesquelles le dépôt doit être effectué dans un délai de trois mois.

Les nouvelles éditions et les ouvrages de luxe, tels qu'ils sont défi-



.../...

nis à l'Article 8 du présent décret ainsi que les estampes artistiques tirés à moins de 200 exemplaires peuvent n'être déposés qu'en un seul exemplaire.

Les disques phonographiques et les films cinématographiques doivent être déposés seulement au titre de l'éditeur et en un seul exemplaire à la Régie du Dépôt Légal.

Les dépôts adressés à la Régie du Dépôt Légal sont accompagnés en franchise d'une déclaration en trois exemplaires qui doit contenir les mentions suivantes :

- 1) Le titre de l'ouvrage,
- 2) Les noms de l'auteur, de l'imprimeur ou du fabricant et de l'éditeur,
- 3) La date prévue pour la mise en vente,
- 4) Le prix de l'ouvrage,
- 5) Pour les livres, le format en centimètres,
- 6) Le nombre de pages et hors-texte,
- 7) La date et l'achèvement du tirage,
- 8) Le numéro d'ordre dans la série des travaux de l'éditeur, visé à l'Article 5 du présent décret.

L'un des exemplaires est renvoyé à l'éditeur ou à la personne qui en tient lieu avec l'apostille du Service du Dépôt Légal. Il vaut accusé de réception.

Les éditeurs de périodiques sont admis à grouper les déclarations prévues au présent article en une déclaration globale et annuelle faite en triple exemplaire et accompagnant le dernier numéro de chaque année. Mais la déclaration doit accompagner le premier envoi de tout périodique paraissant nouvellement ou qui aurait fait l'objet d'une modification de titre, de format ou de périodicité.

#### TITRE V : SANCTIONS

Article 11/- En cas d'inexécution totale ou partielle des dépôts prescrits par le présent décret et un mois après l'envoi par lettre recommandée d'une mise en demeure demeurée infructueuse, la Régie du Dépôt Légal pourra faire procéder à l'achat dans le commerce de l'oeuvre non déposée ou des exemplaires manquant, et ce, aux frais de la personne physique ou morale soumise à l'obligation du Dépôt Légal.

Le remboursement des frais d'achat pourra être poursuivi soit par la voie civile, soit, le cas échéant, par voie de constitution de partie civile lors des poursuites exercées conformément à l'Article 12 ci-après et sauf, éventuellement le recours du condamné contre le civilement responsable.

L'action de la Régie se prescrit par 10 années à compter de la publication de l'oeuvre soumise au dépôt. Cette prescription peut être interrompue par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par le Directeur de la Régie du Dépôt Légal.

Article 12/- Sera puni d'une amende de 2.000 à 24.000 Francs et au cas de récidive d'une amende de 10.000 à 80.000 Francs quiconque se sera volontairement soustrait aux obligations mises à sa charge par le présent décret.



.../...

Le cas échéant, le tribunal prononce contre le prévenu et s'il y a lieu, contre le civilement responsable, avec solidarité, condamnation au paiement des exemplaires achetés d'office, conformément aux dispositions de l'article qui précède.

En outre, la saisie et la confiscation des exemplaires mis illicitement en vente peuvent être ordonnées.

#### TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13/- Le dépôt réglementé par le présent décret ne se confond pas avec les dépôts prévus à l'Article 7 de la Loi du 29 Décembre 1959 sur la liberté de la presse et la liberté d'opinion.

Article 14/- Les déclarations prévues aux Articles 9 et 10 peuvent être librement consultées par les déposants eux-mêmes, leurs auteurs ou les ayants-cause respectifs.

Ils ont le droit d'obtenir la délivrance de copies de ces déclarations.

Article 15/- Un arrêté ultérieur fixera l'affectation des exemplaires provenant du Dépôt Légal et, en général, toutes mesures de détail soulevées par l'application du présent décret.

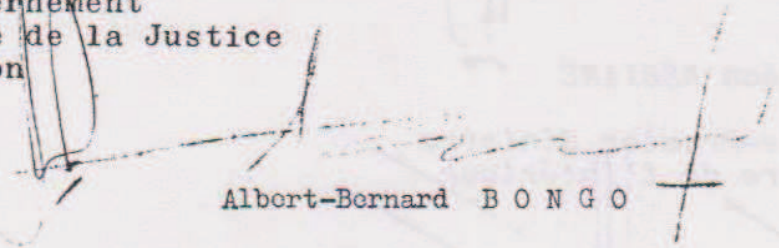
Article 16/- Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à l'expiration du délai d'un mois à compter de sa publication.

Article 17/- Est et demeure abrogé le Décret N° 00141/PR-MI du 31 Mai 1961.

Article 18/- Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Justice et le Directeur des Archives Nationales et de la Bibliothèque Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

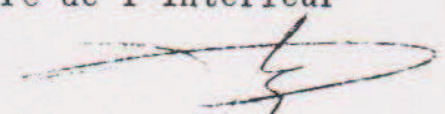
Fait à LIBREVILLE, le 18 Février 1971

Par le Président de la République  
Le Vice-Président du Gouvernement  
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice  
Ministre de la Coordination

  
Albert-Bernard BONGO

Léon MEBIAME

Le Ministre de l'Intérieur

  
Colonel Raphaël MAMIAKA



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
DIRECTION GENERALE DES ARCHIVES  
ET DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALES

REPUBLIQUE GABONAISE  
UNION - TRAVAIL - JUSTICE

N° 000151 /PR/DGABD

R E C T I F I C A T I F

au Décret n° 0048/PR du 18 Février 1971  
instituant le régime du Dépôt Légal.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
CHEF DU GOUVERNEMENT

AU LIEU DE

ARTICLE 10 - Tout éditeur ou toute personne physique ou morale qui en tient lieu (imprimeur, éditeur.....  
..... dépositaire principal d'ouvrages imprimés.....  
.....

L I R E

ARTICLE 10 - Tout éditeur ou toute personne physique ou morale qui en tient lieu (imprimeur, éditeur.....  
..... dépositaire principal d'ouvrages importés.....  
.....

Le reste sans changement.

Fait à Libreville, le 22 JANVIER 1980

Par le Président de la République, Chef du Gouvernement.

Le Premier Ministre

Léon MEBIAME

Le Vice-Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur

Jean-Stanislas NIGOLET

Le Ministre de la Justice  
Garde des Sceaux

J. Bourdes OGOULIGUENDE

El Hadj OMAR B O N G O.